

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 70 (1982)

Heft: [5]

Rubrik: En Suisse

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

En Suisse

Zurich : projet de mixité à l'école

L'égalité dans l'éducation n'est pas facile à réaliser, et cela ne va pas vite. C'est ce dont s'aperçoivent les autorités zuricoises. Depuis des années, elles cherchent une solution de remplacement à la vieille tradition d'un enseignement ménager obligatoire pour les filles, autrefois de 3 mois, puis ramené à 3 semaines, qui se donne après la fin de l'école primaire obligatoire. Un premier projet de loi prévoyait d'étendre aux garçons cet enseignement, qui aurait alors débordé les questions purement ménagères pour devenir une préparation à la vie d'adulte (« Lebensgestaltung »). Mais en consultation ce projet a été repoussé dans 97 réponses sur 167, principale-

Jeunes filles au pair en Suisse allemande

De novembre 1980 à novembre 81, l'office cantonal du travail de Zurich a donné 280 autorisations, la plupart à des Suédoises et à des Canadiennes. Beaucoup de demandes sont présentées par des jeunes gens qui utilisent ce moyen pour faire venir en Suisse la petite amie rencontrée au cours d'un voyage, mais cela ne finit pas toujours par un mariage... L'office du travail admet aussi en principe des jeunes gens au pair, mais le seul cas enregistré a mal tourné, le jeune homme n'ayant pas réussi à s'identifier à un rôle par trop typiquement féminin !

Mme l'ambassadeur Pometta

FS tient à dire ses vœux à Mme Française Pometta au moment où elle prend ses fonctions à New York. S'il n'y a encore en Suisse qu'une femme ambassadeur, du moins lui a-t-on confié un poste qui prend une importance particulière alors que le Conseil fédéral propose au peuple suisse l'adhésion aux Nations Unies. En effet, la campagne d'information et la votation populaire ne manqueront pas de retenir l'attention des 157 Etats membres de l'ONU, et il faudra beaucoup de diplomatie pour expliquer le « Sonderfall Schweiz » et éviter que ne se développent des malentendus néfastes pour l'image de la Suisse à l'étranger. Nul n'était mieux préparé que Mme Pometta pour remplir la tâche délicate de représenter la Suisse à New York, puisqu'elle a dirigé à Berne pendant plusieurs années la division des organisations internationales et présidé avec sa collaboratrice Marianne von Grünigen à la rédaction du Message du Conseil fédéral sur l'adhésion de la Suisse à l'ONU. — (pbs)

ment à cause du caractère obligatoire. En revanche, 102 réponses ont demandé une formation de base dans les travaux manuels et ménagers donnée dans le cadre de l'école obligatoire.

Le Conseil d'Etat vient maintenant avec un projet prévoyant « la coéducation dans les travaux manuels (métaux, bois, textiles) et l'enseignement ménager », dont le programme serait réparti tout au long de l'école obligatoire et dans l'horaire normal ; il faudrait toutefois augmenter les heures d'enseignement jusqu'au total que connaissent aujourd'hui les filles.

Ce nouveau projet vient d'être mis en consultation jusqu'en février 1983. Comme il implique une révision législative, on prévoit une votation populaire pour 1985. — (pbs)

Lucerne : une initiative aboutit

Le groupe enseignant de la section lucernoise de la VPOD a lancé une initiative demandant une formation de base égale pour les fillettes et les garçons, qui a abouti avec 4 169 signatures valables. Les promoteurs de l'initiative affirment que si un tel principe était inscrit dans la loi, les jeunes filles auraient accès à un plus grand nombre de professions. — (cc)

Nationalité suisse : décision

A l'avenir, les enfants d'une Suisseuse qui a épousé un étranger recevront automatiquement la nationalité suisse, tout comme les enfants d'un Suisse marié à une étrangère ; en revanche, les étrangères qui épousent un Suisse ne recevront plus immédiatement la nationalité suisse, mais seulement après un délai d'attente, comme les étrangers qui épousent une Suisseuse. Le Conseil fédéral voudrait inscrire ces principes dans la constitution fédérale (cst.). Il a adopté, à l'intention du Parlement, un message concernant la révision de la réglementation du droit de cité actuellement en vigueur. La réalisation des nouvelles dispositions fera l'objet ultérieurement d'une révision de la loi sur la nationalité.

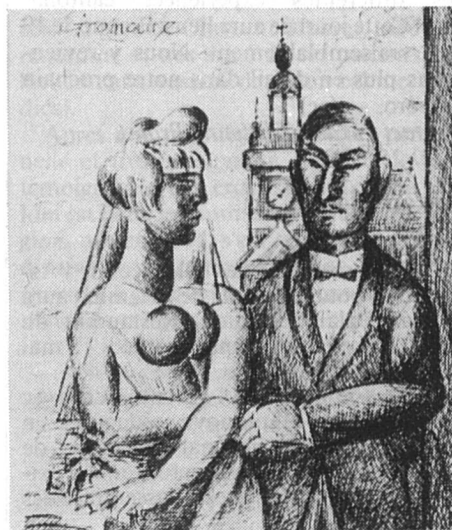
« Selon l'actuel article 44, 3e alinéa Cst, l'enfant d'une mère suisse et d'un père étranger n'acquiert la nationalité de sa mère que lorsque la mère est Suisseuse par filiation et que les parents étaient domiciliés en Suisse au moment de sa naissance. La Suisseuse par naturalisation, épouse d'un étranger, ainsi que la Suisseuse de l'étranger mariée avec un étranger ne peuvent transmettre leur nationalité suisse à leurs enfants. Par contre, l'enfant issu du mariage d'un citoyen suisse et de son épouse d'origine étrangère acquiert automatiquement le droit de cité de son père. Cette

Les go-go girls en Suisse

La TV romande avait, il y a quelques mois, révélé le scandale de go-go-girls amenées de Manille ou de Bangkok comme « artistes » et qui dès lors échappaient au contrôle des étrangers ; mais aussi étaient privées de protection. D'après les derniers chiffres connus, il y aurait environ 2 600 go-go-girls en Suisse, dont plus de 500 à Zurich et au Tessin, 274 à Genève. Le Conseil fédéral a maintenant décidé que ces jeunes femmes seront désormais mises sur le même pied que les autres étrangers soumis aux mesures de limitation, et comptées dans les contingents cantonaux de main-d'œuvre étrangère.

Soleure : à petits pas

Le Grand Conseil a refusé un postulat socialiste demandant l'institution d'une commission cantonale pour les questions féminines. Le Conseil d'Etat attend un nouveau pas vers l'égalité avec la révision du droit de la famille. Pour le reste, il pense qu'il ne faut pas aller trop vite et rappelle qu'il y a égalité entre hommes et femmes dans l'administration, que le canton s'apprête à introduire l'égalité dans les programmes scolaires et à supprimer l'enseignement ménager obligatoire. — (pbs)



réglementation est contraire au principe de l'égalité de l'homme et la femme, ancré dans l'article 4, 2e alinéa Cst. Elle doit être abolie et remplacée par une disposition donnant la compétence à la Confédération de régler le droit de cité par filiation. Cette disposition permettra au législateur de régler de manière identique l'acquisition de la nationalité suisse par les enfants de Suisses et de Suisseuses mariés avec des conjoints d'origine étrangère. » Telles sont les récentes déclarations du Département fédéral de justice et police.

Comité national du 14 juin

Le Comité national du 14 juin, qui se compose, on s'en souvient, d'une quinzaine de groupements féministes de toutes les parties de Suisse, s'est réuni à Berne samedi 27 mars.

Le point central de l'ordre du jour était la préparation de l'anniversaire du 14 juin, qui se déroulera à Bienne autour du thème « Pour une même éducation pour filles et garçons. » Une représentante des boycottteuses de Bienne était présente pour faire le point sur la situation des cours ménagers dans le canton de Berne. La décision du Grand Conseil bernois de laisser à la compétence des communes la réglementation des cours ménagers a suscité de vives réactions parmi les boycottteuses, qui estiment que selon les communes, le problème ne sera en tout cas pas résolu comme elles le souhaiteraient. D'autre part, les boycottteuses de 1980 (de Bienne) viennent de recevoir une amende de 90 francs, qu'elles n'ont pas l'intention de payer. Deux issues de l'affaire sont alors possibles : soit elles risquent un procès, qui aura lieu sans doute avant septembre, soit rien ne se passe d'ici septembre, et l'affaire est close puisqu'il y aura alors deux ans que l'acte punissable aura été commis, et il y aura donc prescription. Les boycottteuses ont proposé, soutenues par les Zurichoises qui connaissent la même situation dans leur canton, de faire une journée de solidarité pour une même éducation pour garçons et filles. La journée aura pour but de faire le point sur la situation dans les différents cantons, de comparer les actions entreprises, en bref de porter le débat sur un plan national et de profiter des différentes expériences cantonales. Cette journée aura lieu à Bienne, le 19 juin vraisemblablement. Nous y reviendrons plus en détail dans notre prochain numéro. — (cc)

Contact : Marie-Christine Probst,
(032) 25 17 08.

Assemblées

ADF-Suisse

La 71^e assemblée des déléguées de l'Association pour les droits de la femme aura lieu au Palais Beaulieu (Restaurant du Rond-Point) à Lausanne le samedi 15 mai 1982, dès 9h 30.

L'après-midi, dès 14 h, entretien avec Mme Tatiana Mamonova, rédactrice en chef du premier journal féministe de l'URSS « L'Almanach », actuellement exilé à Paris. Dès 15 h, suite de l'assemblée des déléguées.

Soroptimist international

L'assemblée des déléguées de l'Union nationale suisse du Soroptimist International (qui réunit 33 clubs, dont la moitié se trouve en Suisse romande) aura lieu le 8 mai 1982 à l'Hôtel Elite, Bahnhofstr. 14, à Bienne.

ASF

L'ASF ayant eu son assemblée des délégués le 24 avril 1982, le compte rendu de cette journée ne paraîtra que dans le prochain numéro, le journal étant sous presse à cette date-là.

ASF : rapport annuel 1981

Avec plus de deux cents associations membres, suisses, cantonales ou locales, l'Alliance de sociétés féminines suisses comptait à la fin de l'année dernière près de 390 000 membres indirects. Cette association faitière vient de publier son rapport annuel qui donne le bilan des activités de l'ASF au cours de l'année 1981.

Deux événements marquants

Passant en revue les grands événements de l'année écoulée, la présidente, Mme Evelina Vogelbacher-Stampa, met l'accent dans son rapport sur deux d'entre eux : la victoire de l'égalité des droits, le 14 juin dernier, et la démission, quelque temps plus tard, des Femmes socialistes suisses de l'Alliance. Déplorant ce dernier événement, la présidente réaffirme la volonté de l'ASF « de travailler de manière objective » par « de multiples activités discrètes », rappelant que l'ASF comprend des associations de tendances les plus diverses, qu'elle ne « se mêle pas des affaires de ses associations membres » mais vise à défendre les opinions que la majorité de celles-ci « estiment justes et voudraient voir soutenues ».

Les thèmes

L'année 1981 a été celle de deux réunions importantes sur les thèmes du travail à temps partiel et de la révision du Code pénal. La discussion relative au service national pour les femmes s'est poursuivie aussi au cours de cette année : l'ASF a présenté un « modèle ASF », préparé par sa commission « Service national » en complément aux dix-huit modèles du rapport Weitzel (voir dossier).

Tournée en outre vers l'étranger, l'ASF soutient un projet de développement au tiers monde (projet de l'UNESCO/Lesotho) et a établi des contacts avec la « All China Women Federation », dont elle a reçu en Suisse une délégation de cinq personnes.

Interventions

Il est du rôle de l'ASF de répondre aux consultations du Conseil fédéral, ce qu'elle a fait sur un grand nombre de points en 1981 : sur l'avant-projet de la Commission d'experts pour la révision du Code pénal, le droit de cité de la famille, la loi fédérale concernant la constitution de réserves jouissant de faveurs fiscales et destinées à favoriser la création d'emplois, l'ordonnance sur les essais de radiodiffusion, etc.

En outre, plusieurs propositions ont été adressées à différentes institutions natio-

nales pour promouvoir, dans tous les domaines, la place de la femme : au Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie, l'ASF a adressé une requête pour que les CFF et les PTT prennent en considération les femmes dans leurs prochaines élections aux conseils d'administration ; une autre demande a été adressée aux PTT en faveur de portraits de femmes sur les timbres-poste et à la Banque Nationale Suisse en faveur de portraits de femmes sur les billets de banque et les monnaies.

Travail des commissions

Plus d'une dizaine de commissions de l'ASF travaillent de façon permanente sur des questions juridiques, sociales et économiques. La révision du Code pénal a été longuement examinée par la Commission juridique et des assurances. La commission pour l'étude des questions économiques a examiné le projet de loi concernant la constitution de réserves jouissant de faveurs fiscales et destinées à favoriser la création d'emplois, se prononçant, en général, en faveur d'une telle loi, mais en préférant que l'on ne recoure à des mesures obligatoires que si les mesures prises volontairement ne donnaient pas le résultat escompté.

La commission pour l'étude des questions d'habitation s'est penchée, pour sa part, sur les problèmes d'accidents à domicile ; une brochure sera publiée l'an prochain à ce sujet, élaborée conjointement par plusieurs organisations.

La commission d'hygiène publique a, entre autres activités, examiné le code international de commercialisation des substituts du lait maternel, envers lequel elle a émis de sérieuses réserves, déplorant que ce Code risque de culpabiliser les femmes qui, pour diverses raisons, ne peuvent allaiter leur enfant. La même commission a évoqué encore les possibilités de contraception par une pilule masculine, en espérant que ce problème aura une place prioritaire dans la recherche scientifique. Elle a déploré, enfin, le jugement du tribunal fédéral des assurances, statuant que les caisses maladie peuvent refuser de payer l'interruption de grossesse si celle-ci n'est pas entreprise pour des raisons médicales, mais pour des raisons sociales.

Enfin, un des moyens d'actions non négligeables de l'ASF est sa collaboration à des commissions fédérales et à d'autres organisations, par le biais de ses représentantes : le rapport des activités de l'ASF conclut sur les activités de ces commissions, particulièrement en ce qui concerne les décisions relatives à la condition des femmes en Suisse. — (cc)